



Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

CUBA

Nouveaux prisonniers d'opinion

Embargo :
29 janvier 2004

Index AI : AMR 25/002/2004

•
ÉFAI
•

CUBA

Nouveaux prisonniers d'opinion

En juin 2003, Amnesty International a adopté 75 nouveaux prisonniers d'opinion cubains. Ces personnes ont été arrêtées dans le cadre de la répression massive exercée depuis le 18 mars 2003 contre les opposants au gouvernement. La plupart d'entre elles ont été condamnées, quelques semaines seulement après leur arrestation et à l'issue de procès expéditifs et inéquitables, à de longues peines d'emprisonnement allant jusqu'à vingt-huit ans. Après avoir étudié les condamnations et les dossiers de la plupart des 75 opposants condamnés, l'organisation de défense des droits humains a estimé qu'ils étaient des prisonniers d'opinion : ils ont en effet été condamnés uniquement pour avoir exercé, de manière pourtant pacifique, des libertés fondamentales. Le rapport circonstancié d'Amnesty International sur la campagne de répression menée par le gouvernement cubain mentionnait huit autres détenus susceptibles d'être considérés comme des prisonniers d'opinion. Il s'agissait des personnes suivantes : Rafael Ernesto Avila Pérez, Javier García Pérez, Félix Jaime González Martínez, Rolando Jimenez Posada, Rafael Millet Leyva, Miguel Sigler Amaya, Pablo Solís Cubilla et Orlando Zapata Tamayo¹. Amnesty International a examiné de près leurs cas et a conclu que quatre d'entre eux étaient des prisonniers d'opinion. Il s'agit de Rolando Jimenez Posada, Rafael Millet Leyva, Miguel Sigler Amaya et d'Orlando Zapata Tamayo. Les quatre autres – Rafael Ernesto Avila Pérez, Javier García Pérez, Félix Jaime González Martínez et Pablo Solís Cubilla – auraient été libérés.

Voici des précisions concernant ces quatre nouveaux prisonniers d'opinion.

Rolando Jiménez Posada

Date d'arrestation : 25 avril 2003

Il n'a toujours pas été formellement inculpé.

Rolando Jiménez Posada, trente-trois ans, est avocat et directeur du *Centro Democrático Pinero de Derechos Humanos* (Centre démocratique Pinero des droits humains) créé en juillet 2002, sur l'Île de la Jeunesse (anciennement Île des Pins). En janvier 2002, il avait été licencié de son emploi de conseiller juridique

1. Voir le rapport intitulé [Cuba. Des mesures « indispensables » ? Les droits humains bafoués au nom de la sécurité](#) (index AI : AMR 25/017/2003).

dans un institut de médecine vétérinaire en raison, semble-t-il, de problèmes avec le Département de la sécurité d'État.

Au cours des dernières années, il a été arrêté et menacé à maintes reprises. Ainsi, selon les informations reçues, le 10 décembre 2001, alors qu'ils participaient à un rassemblement pacifique organisé pour célébrer l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Rolando Jiménez Posada et plusieurs autres personnes ont été roués de coups ; ils ont ensuite été poussés dans des voitures de police et abandonnés dans un endroit reculé de l'Île de la Jeunesse. Le 12 juin 2002, après avoir participé à une marche pacifique pour la libération de prisonniers politiques, il a été détenu pendant quelque temps et menacé d'emprisonnement s'il continuait à mener des activités d'opposition. Le 31 juillet 2002, il aurait été menacé à son domicile de Nueva Gerona, capitale de l'Île de la Jeunesse, après qu'il eut distribué des exemplaires de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le 25 août 2002, il aurait de nouveau été menacé chez lui par des agents du Département de la sécurité d'État : ces derniers l'ont averti qu'il serait incarcéré s'il poursuivait ses activités publiques de soutien aux prisonniers politiques.

Plus récemment, il a été arrêté le 25 avril 2003 après la perquisition de son domicile par des agents du Département de la sécurité d'État et par des policiers. Ils auraient confisqué des documents imprimés, en particulier un livre contenant des adresses de groupes anticastristes en exil. Il a dans un premier temps été annoncé que Rolando Jiménez Posada était détenu dans les locaux du ministère de l'Intérieur à Nueva Gerona. Là, un fonctionnaire aurait promis à son épouse, mère de leur fils de quatre ans, une aide financière et un bon emploi si elle abandonnait son mari.

En juin 2003, selon certaines sources, Rolando Jiménez Posada devait comparaître en même temps que Rafael Millet Leyva devant un tribunal de l'Île de la Jeunesse ; il aurait été accusé de « *propagande ennemie* », d'« *outrage* » et d'« *espionnage* », apparemment pour avoir écrit des slogans antigouvernementaux sur des bâtiments publics. Cependant, il n'a toujours pas été formellement inculqué ni jugé.

Il est actuellement incarcéré dans la prison de Guayabo, sur l'Île de la Jeunesse.

Rafael Millet Leyva

Date d'arrestation : 21 mars 2003

Il n'a toujours pas été formellement inculqué.

Rafael Millet Leyva, trente-trois ans, est président du *Movimiento de Resistencia Cívica "Martin Luther King"* (Mouvement de résistance civique "Martin Luther King"), sur l'Île de la Jeunesse.

Il a été arrêté à plusieurs reprises dans le passé. Le 10 décembre 2001, il a été, de même que Rolando Jiménez Posada, poussé dans une voiture de police, frappé puis abandonné dans un endroit reculé, pour avoir tenté de participer à un rassemblement célébrant l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il a de nouveau été détenu quelque temps en juin 2002.

Plus récemment, le 21 mars 2003, il a été arrêté après la perquisition de son domicile. Des agents du Département de la sécurité d'État et des policiers lui ont confisqué des livres et des documents dont la Déclaration universelle des droits de

l'homme. Il aurait été accusé de « *propagande ennemie* » et d'« *outrage* » pour avoir écrit des slogans antigouvernementaux sur des bâtiments publics à Nueva Gerona, en même temps que Rolando Jiménez Posada. Cependant, il n'a toujours pas été formellement inculpé.

Rafael Millet est actuellement incarcéré dans la prison de Guayabo, sur l'Île de la Jeunesse. Son procès devait se tenir en décembre 2003 mais, à la connaissance d'Amnesty International, il n'a pas encore eu lieu.

Miguel Sigler Amaya

Date d'arrestation : 18 mars 2003

Condamné à vingt-six mois d'emprisonnement pour « *désobéissance* » et « *rébellion* ».

Miguel Sigler Amaya est directeur du *Movimiento Independiente Opción Alternativa* (Mouvement indépendant pour une option alternative) à Pedro Betancourt, dans la province de Matanzas. Il a été arrêté à plusieurs reprises dans le passé. En octobre 2001, il a écrit pour la presse un article dans lequel il disait avoir été arrêté et menacé de nombreuses fois, et signalait que son domicile avait été attaqué. En décembre 2001, il a également été arrêté puis abandonné dans un endroit reculé de Villa Clara parce qu'il avait tenté de participer à la célébration de l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En janvier 2002 il a été arrêté avec ses deux frères, Guido et Ariel Sigler Amaya ; il s'agissait, pense-t-on, de les empêcher de déposer des fleurs dans un parc du centre de La Havane. En juillet 2002, les trois frères ont de nouveau été arrêtés alors qu'ils tentaient de rendre hommage à la mémoire des victimes du naufrage du remorqueur *13 de Marzo*. En août 2002, ils ont une fois de plus été détenus pendant quelque temps.

Plus récemment, Miguel Sigler Amaya a été arrêté le 18 mars 2003. Le 26 mars 2003, il a été condamné à six mois de prison pour « *désobéissance* » par le tribunal de Jovellanos, dans la province de Matanzas. En avril, il a été jugé par le tribunal populaire municipal de Pedro Betancourt (province de Matanzas) et condamné à vingt mois d'emprisonnement pour « *désobéissance* » et « *rébellion* » ; il aurait commis ces infractions au moment de son arrestation. Il serait dans l'attente d'un troisième procès dans lequel le ministère public réclamerait sa condamnation à une peine de quinze à vingt-cinq ans de prison pour des infractions dont on ignore la nature. On pense qu'il est actuellement détenu dans la prison d'Agüica (province de Matanzas) où il serait constamment menacé par les autorités pénitentiaires et harcelé par les prisonniers de droit commun. Il souffrirait de diabète et d'une affection respiratoire.

Ses deux frères, Guido et Ariel, sont également des prisonniers d'opinion. Ils ont été condamnés à une peine de vingt ans d'emprisonnement après avoir été arrêtés le 18 mars 2003².

2. Voir le rapport intitulé [Cuba. Des mesures « indispensables » ? Les droits humains bafoués au nom de la sécurité](#) (index AI : AMR 25/017/2003).

Orlando Zapata Tamayo

Date d'arrestation : 20 mars 2003

Inculpé d'« *outrage* », de « *trouble à l'ordre public* » et de « *désobéissance* ».

Orlando Zapata Tamayo est membre du *Movimiento Alternativa Republicana* (Mouvement d'alternative républicaine) et du *Consejo Nacional de Resistencia Cívica* (Conseil national de résistance civique).

Il a été arrêté à plusieurs reprises dans le passé. Ainsi, le 3 juillet et le 28 octobre 2002, il a été arrêté et maintenu quelque temps en détention. En novembre 2002, après avoir participé à un atelier sur les droits humains dans le parc José Martí, dans le centre de La Havane, il a, semble-t-il, été arrêté avec huit autres opposants puis libéré un peu plus tard. Il a également été arrêté le 6 décembre 2002 avec Oscar Elías Biscet³, et libéré le 8 mars 2003.

Plus récemment, il a été arrêté dans la matinée du 20 mars 2003 alors qu'il participait à une grève de la faim au siège de la *Fundación Jesús Yánez Pelletier* (Fondation Jesús Yánez Pelletier), à La Havane, pour appuyer la demande de libération d'Oscar Biscet et d'autres prisonniers politiques. Il aurait été conduit à la Villa Marista, siège du Département de la sécurité d'État. Il n'a pas encore été jugé. Le procureur aurait demandé sa condamnation à trois ans d'emprisonnement pour « *outrage* », « *trouble à l'ordre public* » et « *désobéissance* ».

Il aurait séjourné dans plusieurs prisons, en particulier celles de Quivicán, de Guanajay, et plus récemment, celle du Combinado del Este, à La Havane. Selon certaines sources, le 20 octobre 2003, après avoir demandé des soins médicaux, il a été traîné sur le sol par des membres du personnel pénitentiaire de Combinado del Este, ce qui lui a causé de nombreuses lacérations dans le dos.

Recommandations

Amnesty International demande une fois de plus aux autorités cubaines :

- de libérer immédiatement et sans conditions tous les prisonniers d'opinion, c'est-à-dire toutes les personnes qui sont incarcérées uniquement pour avoir exercé, de manière pourtant pacifique, leurs droits à la liberté d'expression, d'association ou de réunion ;
- de veiller à ce que, dans l'attente de leur libération, les quatre prisonniers d'opinion Rolando Jimenez Posada, Rafael Millet Leyva, Miguel Sigler Amaya et Orlando Zapata Tamayo, qui ont été arrêtés en mars et avril 2003, reçoivent les soins médicaux dont ils peuvent avoir besoin, et de faire en sorte que leurs conditions de détention soient conformes aux normes internationales ;
- de mettre immédiatement fin à toutes les formes de harcèlement et d'intimidation dont sont victimes les opposants qui ne font que tenter d'exercer en toute légitimité leurs droits fondamentaux.

3. Voir le rapport intitulé [Cuba. Maintien en détention de dissidents arrêtés lors des vagues d'arrestations de février et décembre 2002](#) (index AI : AMR 25/001/2003).

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Cuba. Newly declared prisoners of conscience.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - janvier 2004.

Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :